

Face à une crise globale
du capitalisme,
quel développement,
quelle transition sociale et écologique ?

Jean-Marie Harribey

2012

<http://harribey.u-bordeaux4.fr>

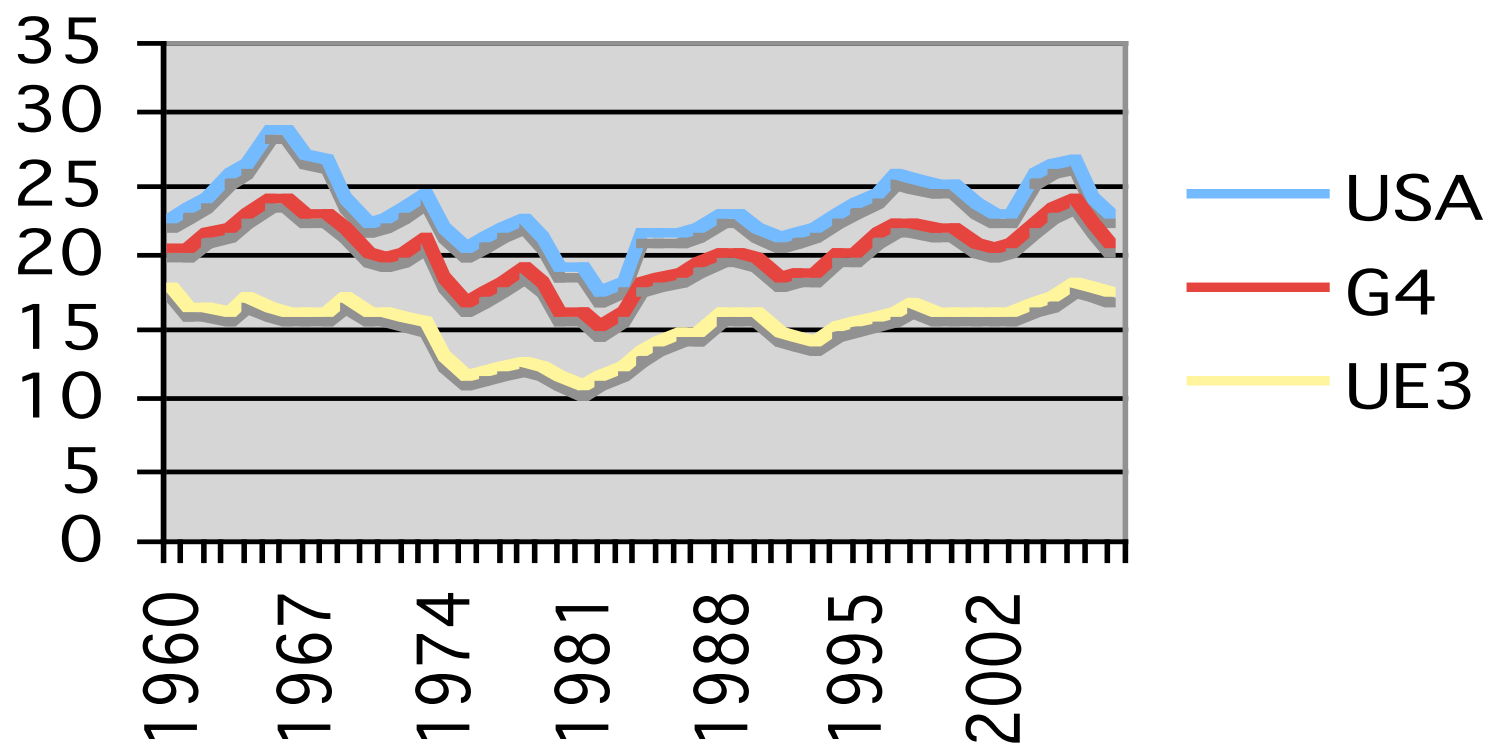
<http://alternatives-economiques/blogs/harribey.fr>

1. Le contexte : crise du capitalisme

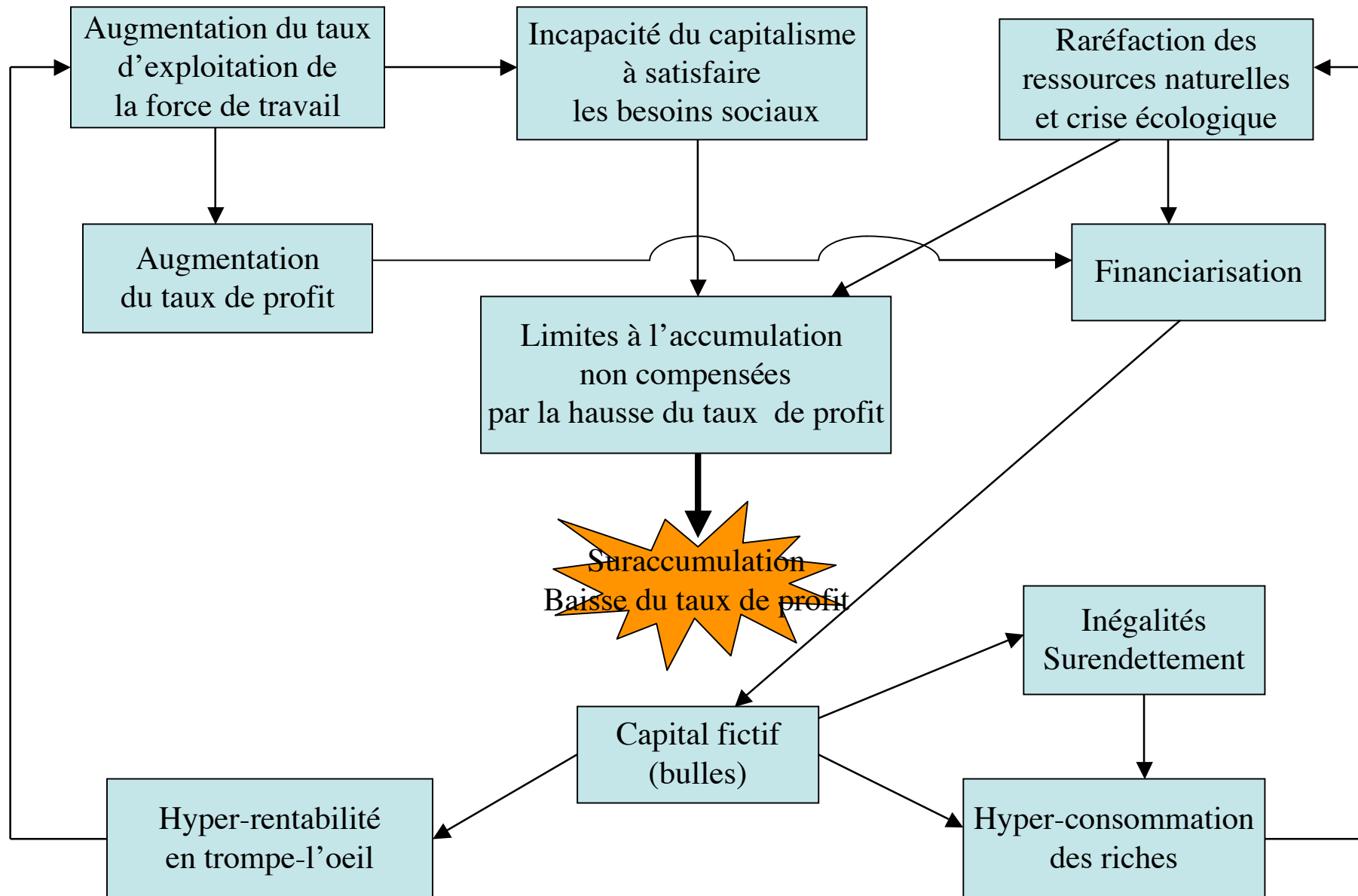
- Crise de suraccumulation
 - Limites de la planète

Le taux de profit 1960-2008 (%)

USA, G4 (USA, F, A, RU), UE3 (F, A, RU)



Crise du capitalisme

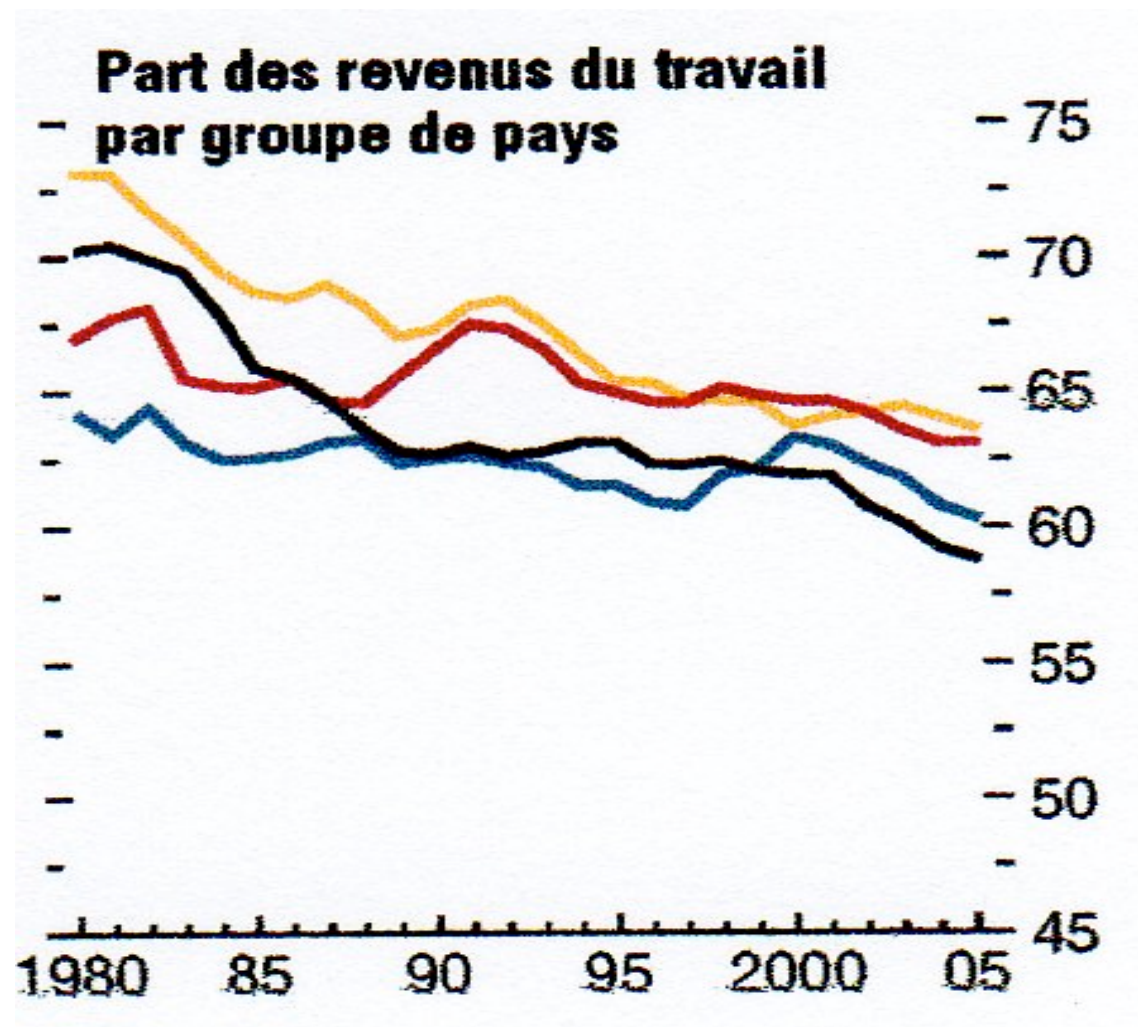


Crise systémique

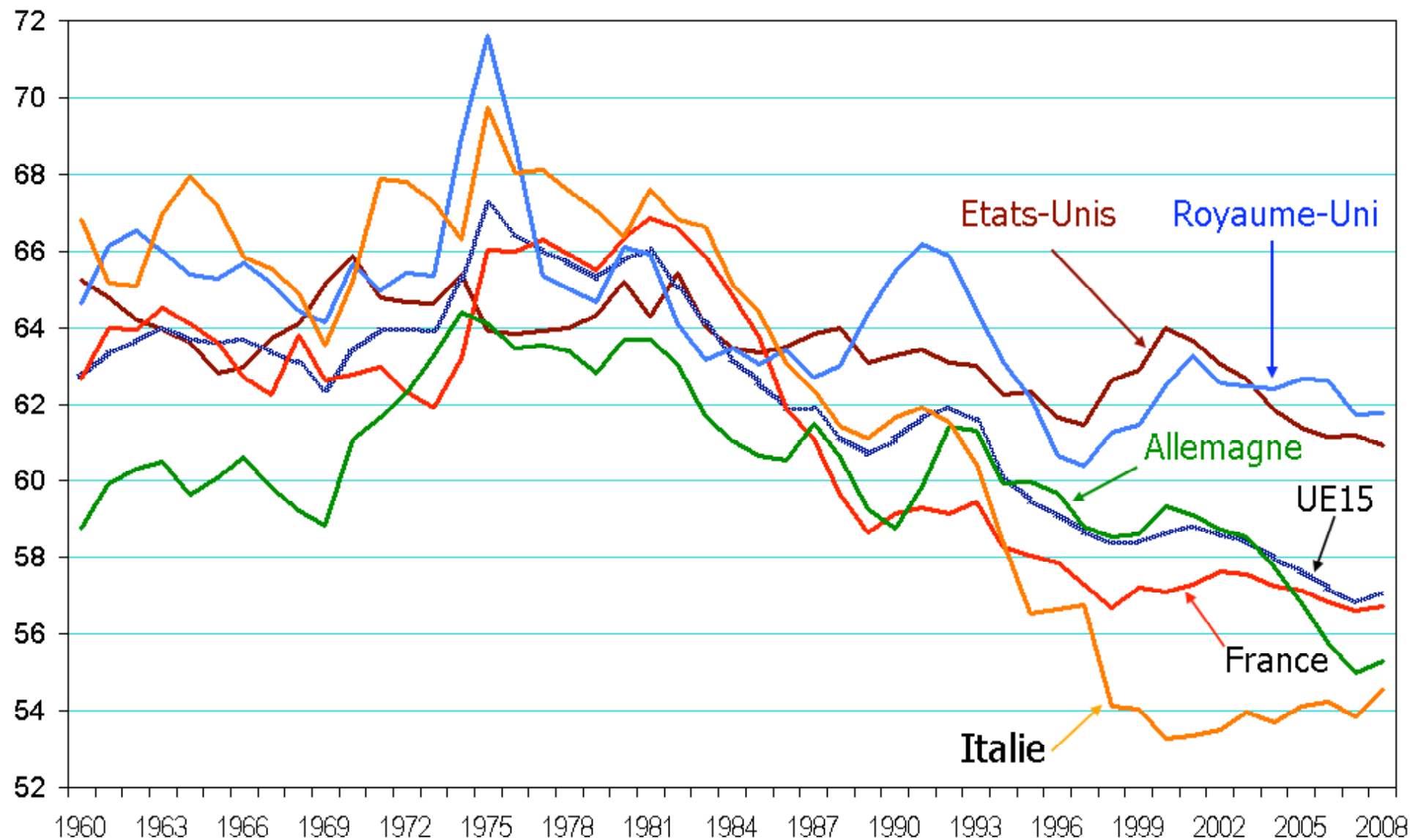
- Elle a touché en premier lieu le cœur du capitalisme, les États-Unis et tous les pays de la Triade, et elle s'est étendue ensuite à la périphérie du système.
- Le modèle d'accumulation financière est insoutenable, tant en termes de partage des richesses que de prolifération de techniques spéculatives.
- Elle est multidimensionnelle, du financier à l'économique, du social à l'écologique.
- Elle est aussi une crise intellectuelle car l'idéologie néolibérale est délégitimée : le marché, la concurrence, le libre-échange, le laisser-faire et l'appât du gain ne conduisent pas au bien-être général.
- Elle est géopolitique car les rapports de force dans le monde ont évolué et ne ressemblent plus du tout à ceux de l'après-guerre ; les institutions mises en place à ce moment-là sont de ce fait inadaptées.

Source : FMI, Rapport 2007

Europe Japon Etats-Unis Autres pays anglo-saxons (en % du PIB)

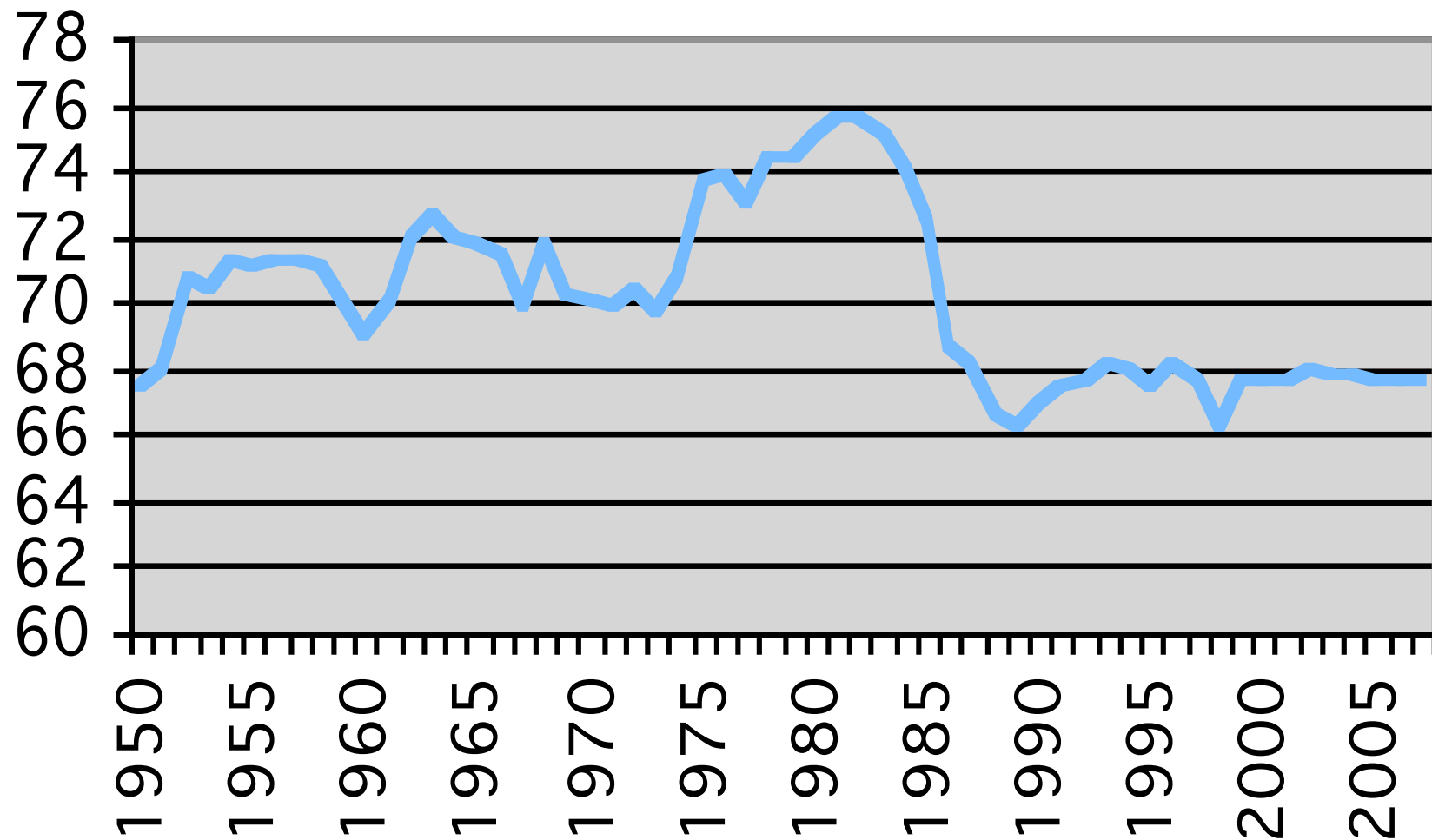


Évolution de la part salariale de 1960 à 2008 (FMI)



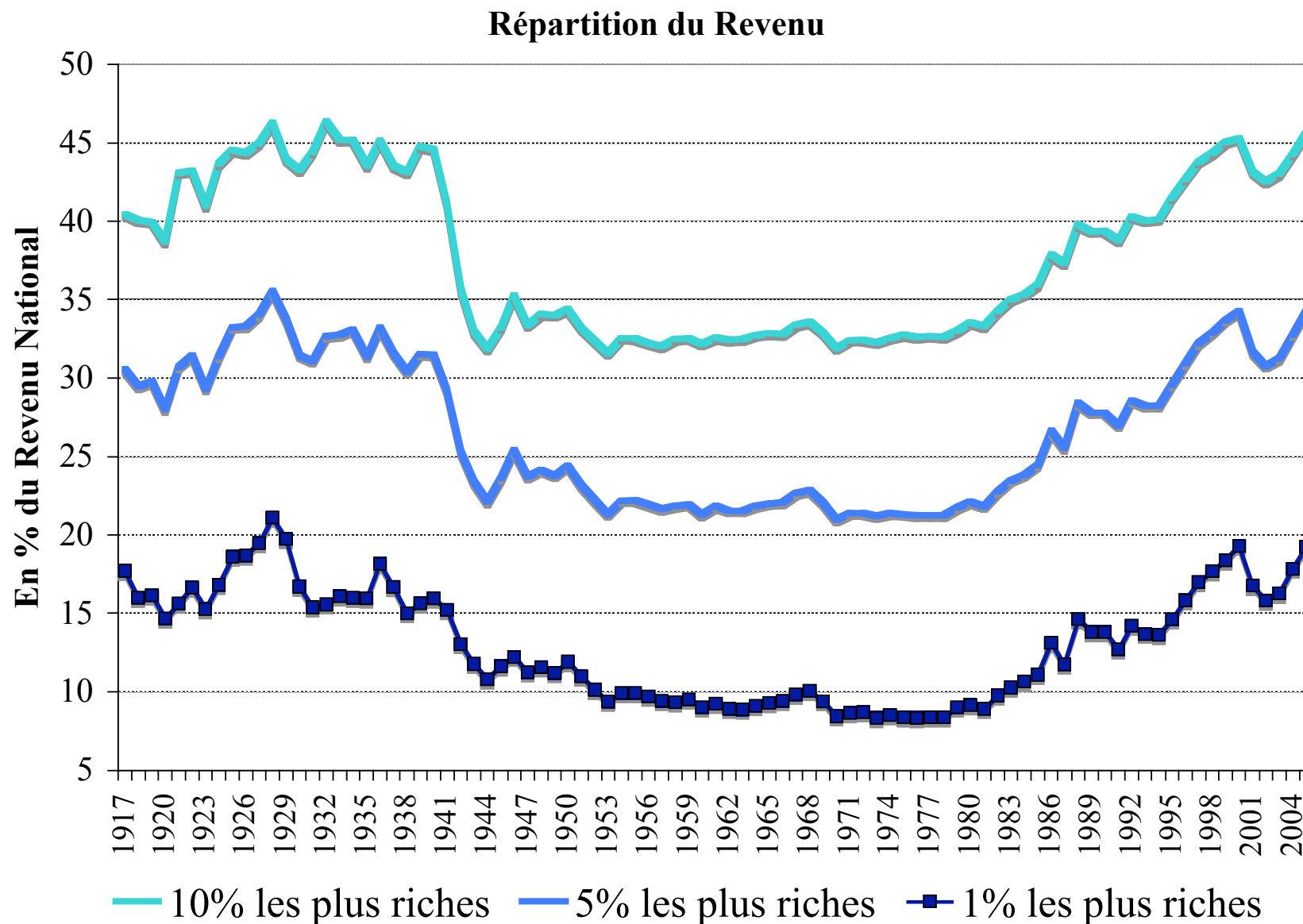
Part des salaires dans la VAB des SNF en France

Rapport Cotis (INSEE, 2009)



Augmentation des inégalités aux USA

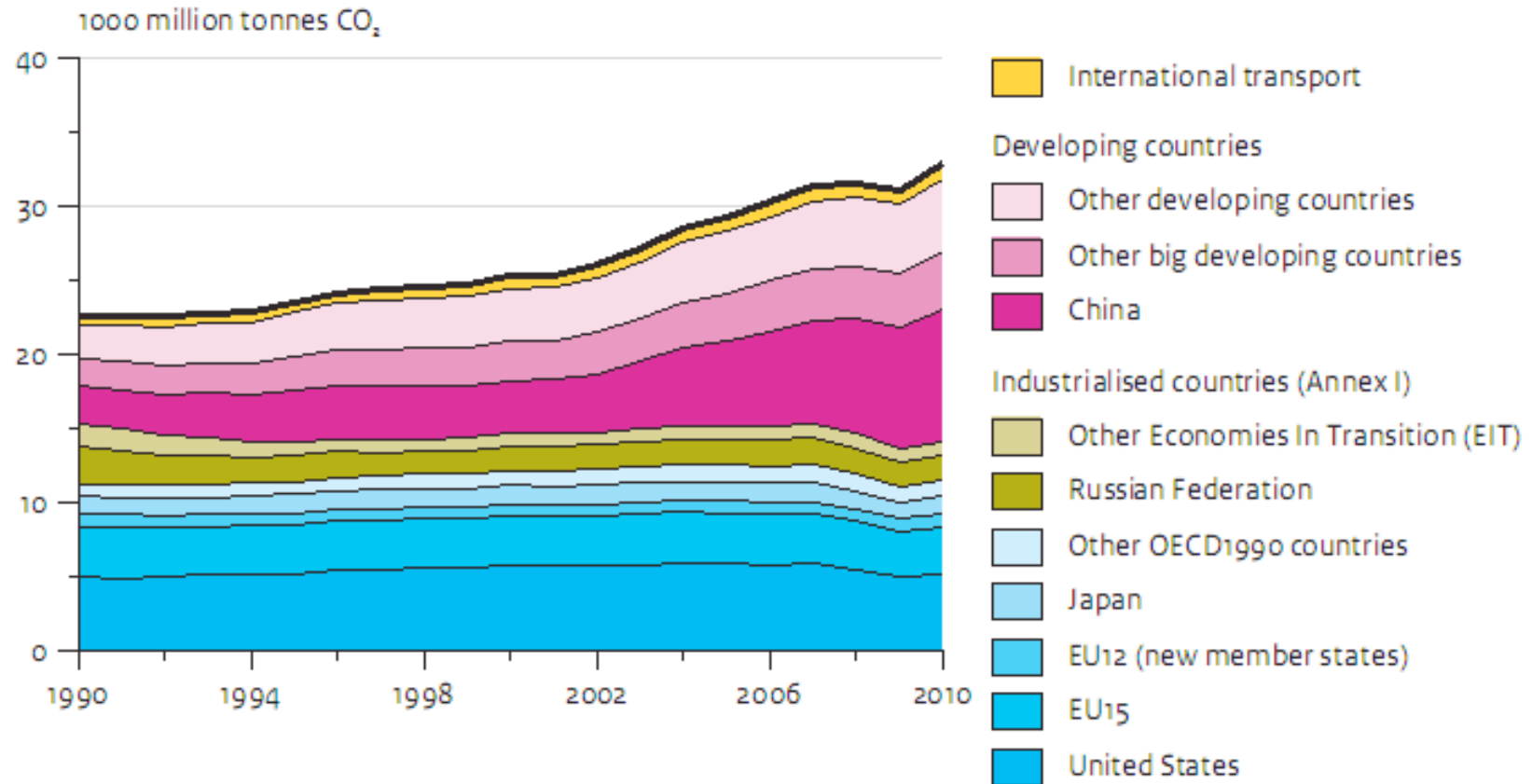
Source : T. Piketty and E. Saez, “Income Inequality in the United States”,
Quarterly Journal of Economics, February ,2003.



Émissions CO₂

Figure 3.1

Global CO₂ emissions from fossil fuel use and cement production per region



Source: EDGAR4.2 (1970-2008); IEA, 2010; USGS, 2011; WSA, 2011; NOAA, 2011

Rapport entre les émissions de CO₂ et la population

	Part des émissions globales de CO ₂ (en %)	Part de la population mondiale (en %)
Etats-Unis	22	4,5
Union européenne (15)	15	6,5
Chine	22	22
Japon	6	2
Inde	5	17

CO₂ produit et CO₂ importé

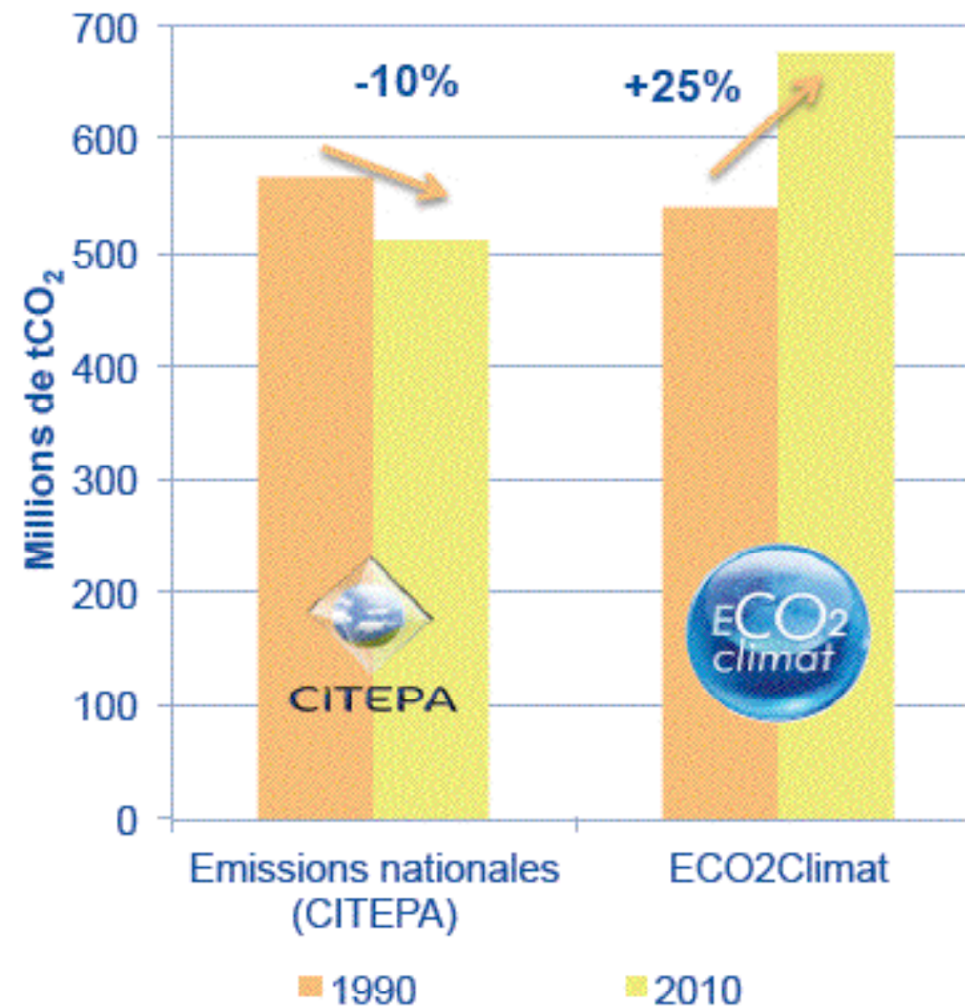


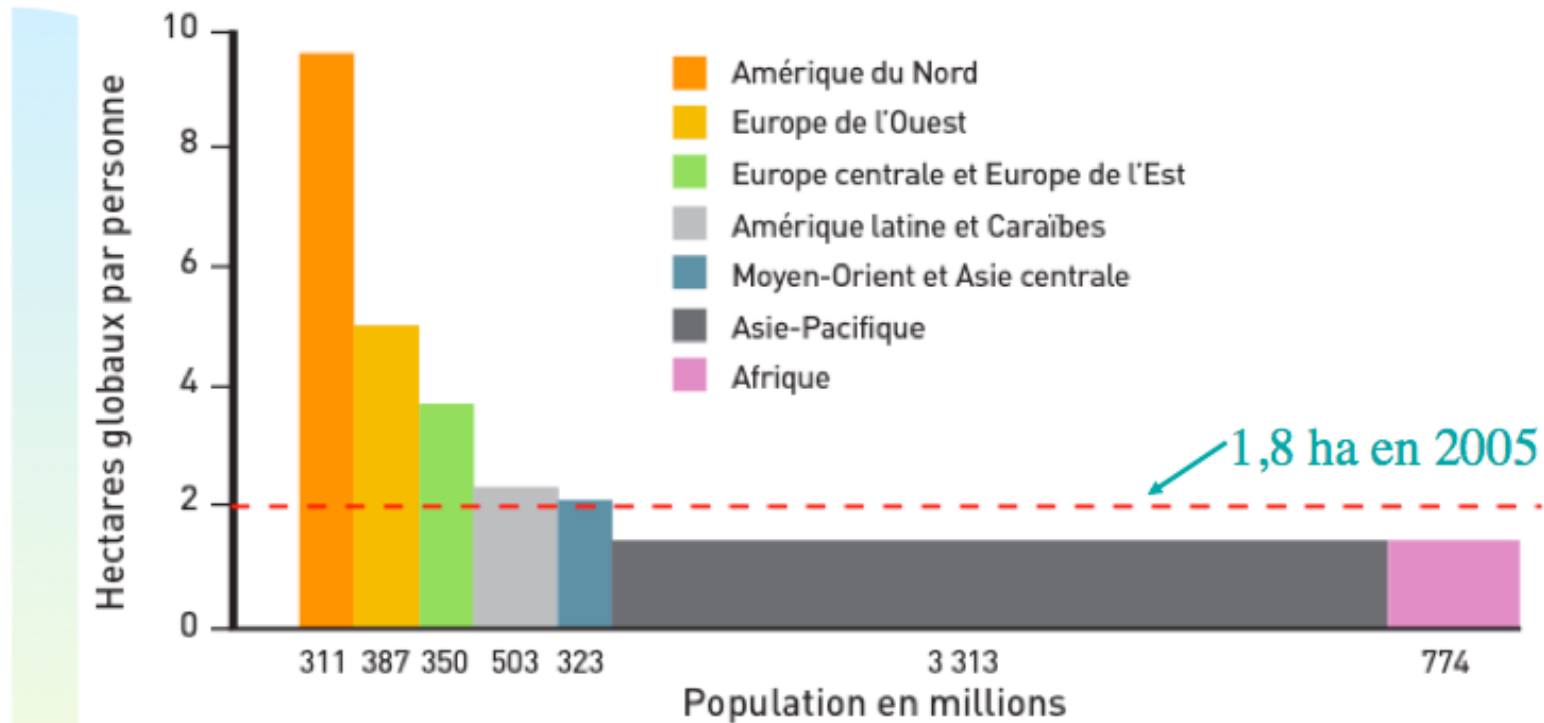
Figure 3 - Comparaison de l'inventaire national et de Eco₂Climat

Réserves de matières premières et ressources

- **Au rythme de consommation actuel :**
 - Charbon : deux siècles
 - Gaz naturel : 60 ans
 - Pétrole : 40 ans
 - Uranium : 50 ans
- Eau : la quantité d'eau disponible par habitant va diminuer en moyenne d'un tiers dans les 20 prochaines années et de moitié dans les 40 prochaines années, alors que, d'ores et déjà, 2,4 milliards de personnes ne sont pas raccordées à un réseau d'eau potable et d'assainissement

L'empreinte écologique

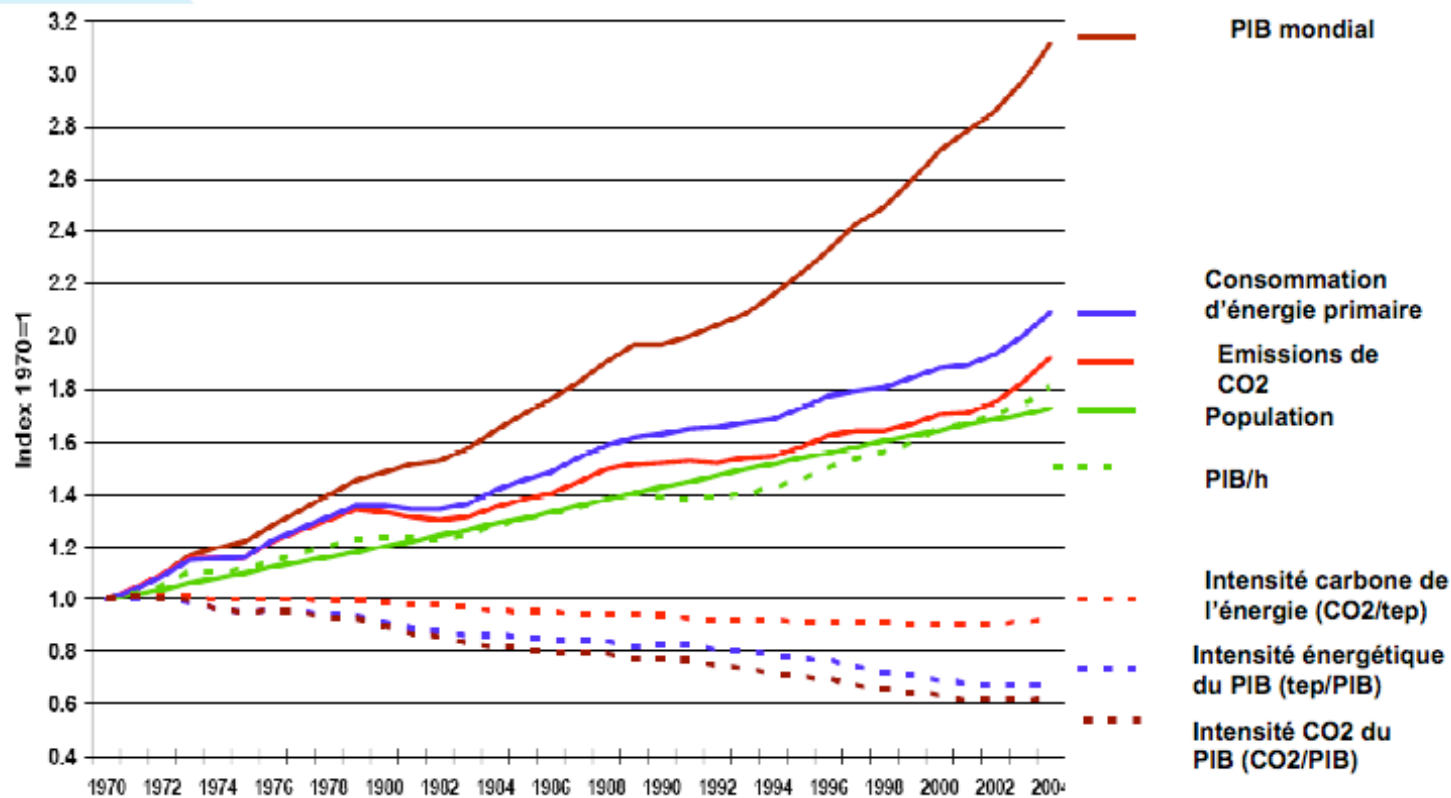
Source : WWF



L'empreinte par habitant et par grandes régions du globe en 2003

L'intensité du PIB en CO2

« L'intensité CO2 » du PIB mondial a diminué depuis 1970, mais moins vite que la progression du PIB. Les émissions globales, les seules qui comptent pour la durabilité, ont presque doublé ! Plus grave : depuis 2000, l'intensité CO2 du PIB ne diminue plus (centrales à charbon, etc.) et les émissions progressent de 3,5 % par an.

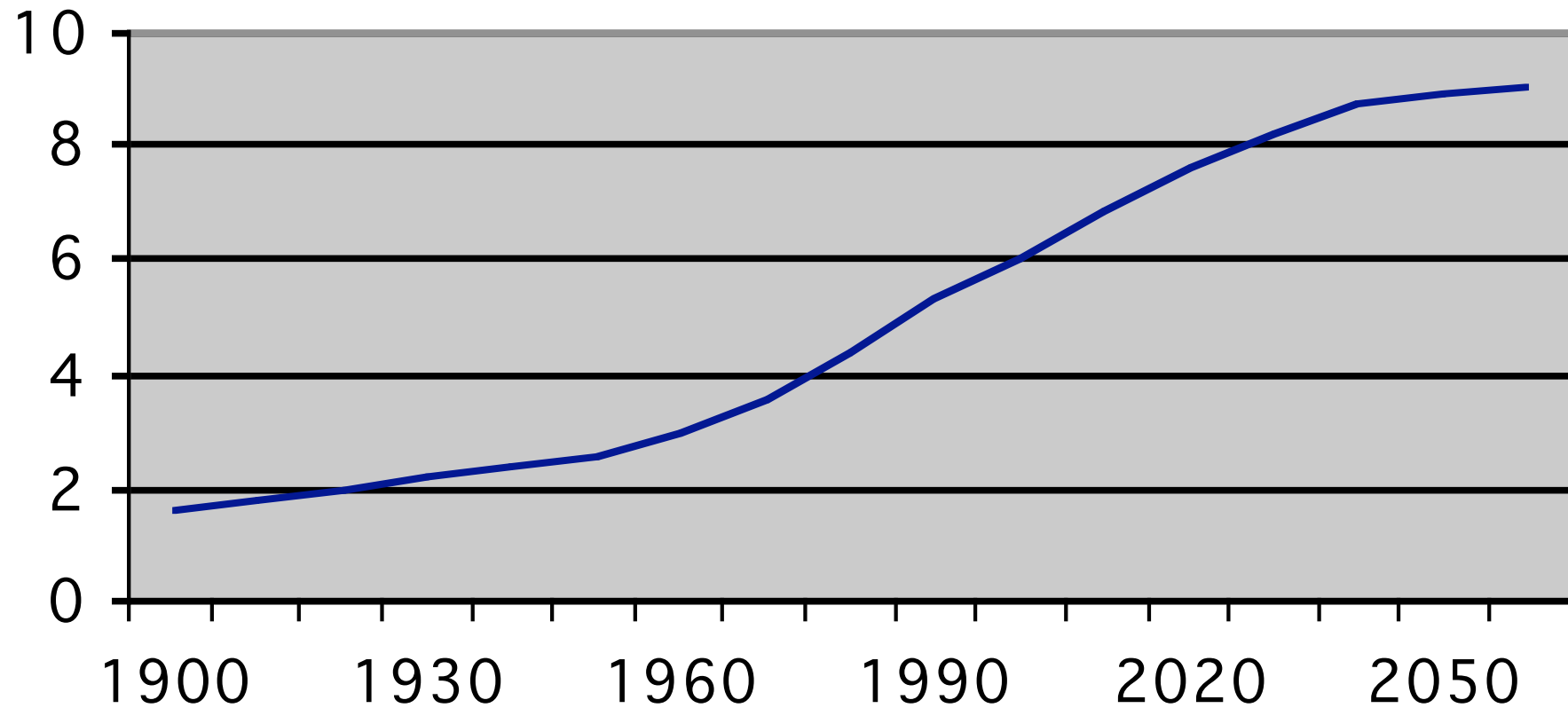


Émissions de CO₂ depuis 1990 : +25 %

- États-Unis : + 18%
- Union européenne : + 0,4%
- Chine : + 153%
- Inde : + 119%
- Brésil : + 69%

Évolution de la population mondiale

Hypothèse moyenne de croissance de la population mondiale retenue par l'ONU
(en milliards d'habitants)



La thermodynamique

- Définitions

- Système isolé : ne reçoit ni énergie, ni matière
- Système fermé ou clos : reçoit de l'énergie mais pas de matière
- Système ouvert : reçoit énergie et matière

- Principes de la thermodynamique

- La quantité d'énergie est constante
- Elle se dégrade en chaleur irrécupérable (entropie)

- Quid de la Terre ?

- La terre ne reçoit pas de matière mais reçoit de l'énergie solaire qui permet à la matière et à la vie de se restructurer et de se complexifier (Ilya Prigogine et René Passet)
- Mais cette restructuration-complexification se fait sur une échelle de temps qui n'a rien de commun avec le temps humain
- Donc l'humanité est contrainte par la rareté des ressources naturelles et l'impossibilité d'un recyclage total (Nicholas Georgescu-Roegen)

2. Quid du développement ?

- Développement durable (soutenable) ?
- Capitalisme vert ?
- Décroissance ?
- Développement qualitatif

L'émergence du concept de soutenabilité

- 1971: Founex ; 1972 : Stockholm ; rapport Meadows ; 1974 : Cocoyoc : écodéveloppement
- 1987 : Rapport Brundtland : « Le développement soutenable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. »

Deux aspects de la soutenabilité : social et écologique. Mais hypothèse d'une nécessaire croissance économique perpétuelle :

« Aujourd'hui, ce dont nous avons besoin, c'est une nouvelle ère de croissance, une croissance vigoureuse et, en même temps, socialement et environnementalement soutenable. »

- 1988 : Création du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), rapports en 1990, 1995, 2001, 2007
- 1992 : Rio de Janeiro : Agenda 21, Conventions sur le climat, la biodiversité et la désertification, Déclaration sur les forêts
- 1997 : Protocole de Kyoto sur les émissions de gaz à effet de serre
- 2002 : Johannesburg : néant
- 2005 : Mise en œuvre du protocole de Kyoto
- 2009 : Échec de la conférence de Copenhague
- 2010 : Échec de la conférence de Cancun
- 2011 : Échec de la conférence de Durban
- 2012 : Rio + 20

Quelle régulation écologique ?

- Soutenabilité « faible » : on parie sur le progrès technique pour remplacer les éléments naturels par du capital, à condition d'internaliser les externalités
 - Taxes ou permis d'émission ?
 - Où et quand intervient l'État ?
- Soutenabilité forte : rejet de l'hypothèse de substitution

Soutenabilité faible

On constate « la décumulation des stocks de ressources épuisables ou la dénaturation tout aussi irréversible de certains fonds environnementaux d'un côté, l'accumulation des savoirs et des techniques de l'autre » (p. 14 et 54) [...] On peut donc décider d'une croissance aussi forte que l'on veut (donc d'un prélèvement correspondant sur les stocks de ressources) à condition de disposer d'un niveau de connaissances suffisant pour assurer la pérennité du système. » (p. 54).

Jean-Paul Fitoussi, Éloi Laurent, *La nouvelle écologie politique, Économie et développement humain*, Paris, Seuil, 2008.

Le marché du carbone

- Protocole de Kyoto (1997)

Hypothèse : externalités à réduire en fixant des prix

Objectif : 39 pays (annexe B du protocole) s'engagent à réduire les GES de 5,2% en 2012 par rapport à 1990

- Trois mécanismes :

- Marché de permis d'émission (*European Union Allowances* ou *Emissions Trading System*) : attribution de quotas (*cap and trade*)

- Mécanisme d'application conjointe : Unité de réduction des émissions (URE, *Emission Reduction Unit*)

- Mécanisme de développement propre : Unité de réduction certifiée des émissions (URCE, *Certified Emission Reduction*)

Le prix à payer

- Les quotas européens 2008-2012 d'équivalent CO₂ représentent 98 % des émissions enregistrées dans les secteurs soumis au Protocole, pendant la période 2005-2008, et environ 40 % du total des GES
- Donc un industriel reçoit gratuitement 98 tonnes de quotas pour 100 tonnes émises. S'il ne modifie pas sa production, il devra acquérir l'équivalent de 2 tonnes. Au prix du marché, 17 € la tonne de CO₂ en 2009-2010, cela lui coûtera 34 €
- En moyenne, chaque tonne émise lui coûtera $34 \text{ €} / 100 = 34 \text{ centimes}$ la tonne de CO₂, aujourd'hui encore moins car le quota de tonne de CO₂ vaut 7,80 €
- En 2011, le prix de la tonne était de 15 €
- En 2012, ... 6 €...

Critique

- Attribution gratuite des permis d'émission : d'où profits importants (sidérurgie, pétroliers par le biais des raffineries)
- Additionalité des réductions d'émissions ???
- La Chine, l'Inde, le Brésil et le Mexique captent les 3/4 des projets MDP acceptés par l'ONU
- Risque spéculatif
- Incapacité à produire des normes autres que celle de la rentabilité
- Incertitude radicale qui tient à l'impossibilité d'avoir des mécanismes concurrentiels pour un avenir qui s'étend à l'infini
- Résultat : de 1997 à 2006, + 25,4% de GES

Capitalisme vert ?

OUI

- Internalisation des effets externes : écotaxes ou permis d'émission échangeables
- Le renchérissement de l'énergie et des processus de production rend rentables des méthodes économes

NON

- Mais l'augmentation de la productivité compensera-t-elle l'augmentation du coût de l'énergie ?
- Risque de compenser l'augmentation du coût du capital par une élévation du taux d'exploitation de la force de travail (ex. de la taxe carbone tolérée par le patronat si les cotisations sociales diminuent en proportion)
- Au total : contradiction du côté de l'offre (taux de profit menacé) et du côté la demande (salaires comprimés)
- La contradiction entre l'illimitation de la tendance à l'accumulation et les limites de la planète n'est pas dépassée

Croissance verte, économie verte ?

- « Valoriser la nature » car l'absence de prix empêche d'en tenir compte
- Marchandiser les services rendus par la nature
- Instaurer des droits de propriété
- REED (Réduction des émissions liées à la déforestation et la dégradation des forêts) : les forêts réduites à leur capacité à stocker le carbone : on mesure cette capacité en tonnes de carbone et on la multiplie par le prix de marché, et on obtient la « valeur » de la forêt (sic)
- Accaparement de la terre, des terres tares, l'eau, ressources, énergie, biodiversité, biomasse, géoingénierie, etc.

Réguler ou dépasser le capitalisme ?

- Relance keynésienne ? Keynésianisme vert ?

Capitalisme vert ?

Deux blocages non levés :

- La propriété et le pouvoir du capital
 - La répartition des revenus et des richesses naturelles
- La réponse est contenue dans l'incapacité radicale du capitalisme à répondre aux urgences sociales et écologiques qu'il a engendrées

Les enjeux ratés de Copenhague et de Cancun

(Collectif Urgence climatique et justice sociale)

- Diviser par 2 les émissions de GES d'ici 2050 et donc au moins par 4 dans les pays riches pour éviter l'emballement du climat ($> 1,5$ à 2°C)
- Le plan européen prévoit 3x20 (émissions de GES, économies d'énergie, renouvelables), les Etats-Unis ne prévoient qu'une baisse de 7% en 2020, alors que le GIEC demande -40% pour les pays riches
- Intégration des pays du Sud dans la régulation du climat
- Régulation mondiale sous peine d'inefficacité
- Puits de carbone ? Forêts, terre, agriculture ?
- Signature d'un protocole faisant suite à celui de Kyoto ou simples déclarations d'intentions imprécises ?

Les questions qui fâchent avec la décroissance

- La décroissance pour qui ?

Inégalités et revenu maximum

- Quelle transition ?

Quels investissements ?

- La décroissance de quoi ?

De tout ? De l'empreinte écologique ?

Du secteur non marchand inclus dans le PIB ?

Sortir de l'économie monétaire ?

- Le capitalisme ?

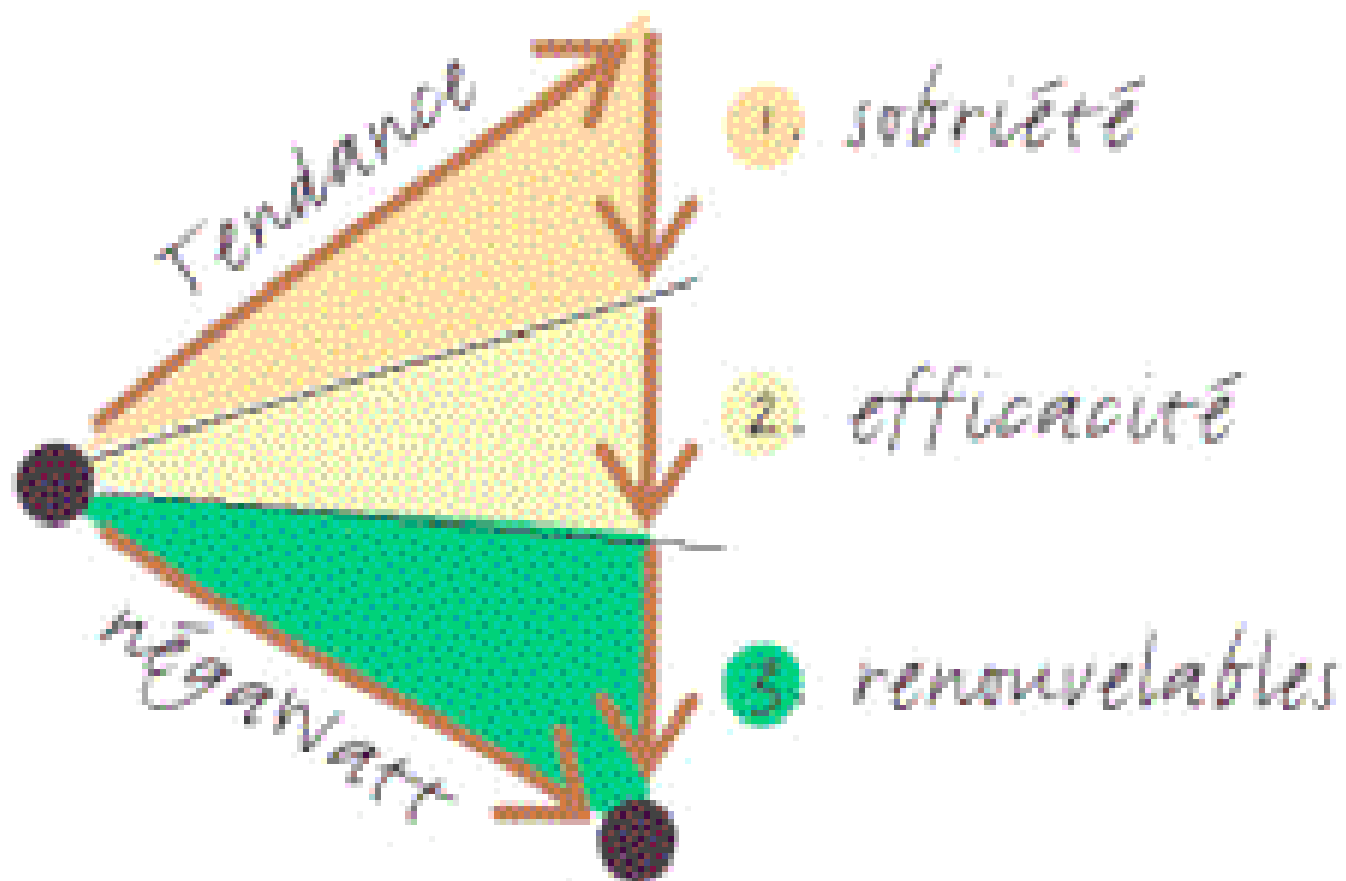
Rapports de production *et* forces productives

Dette publique due à trop de croissance ???

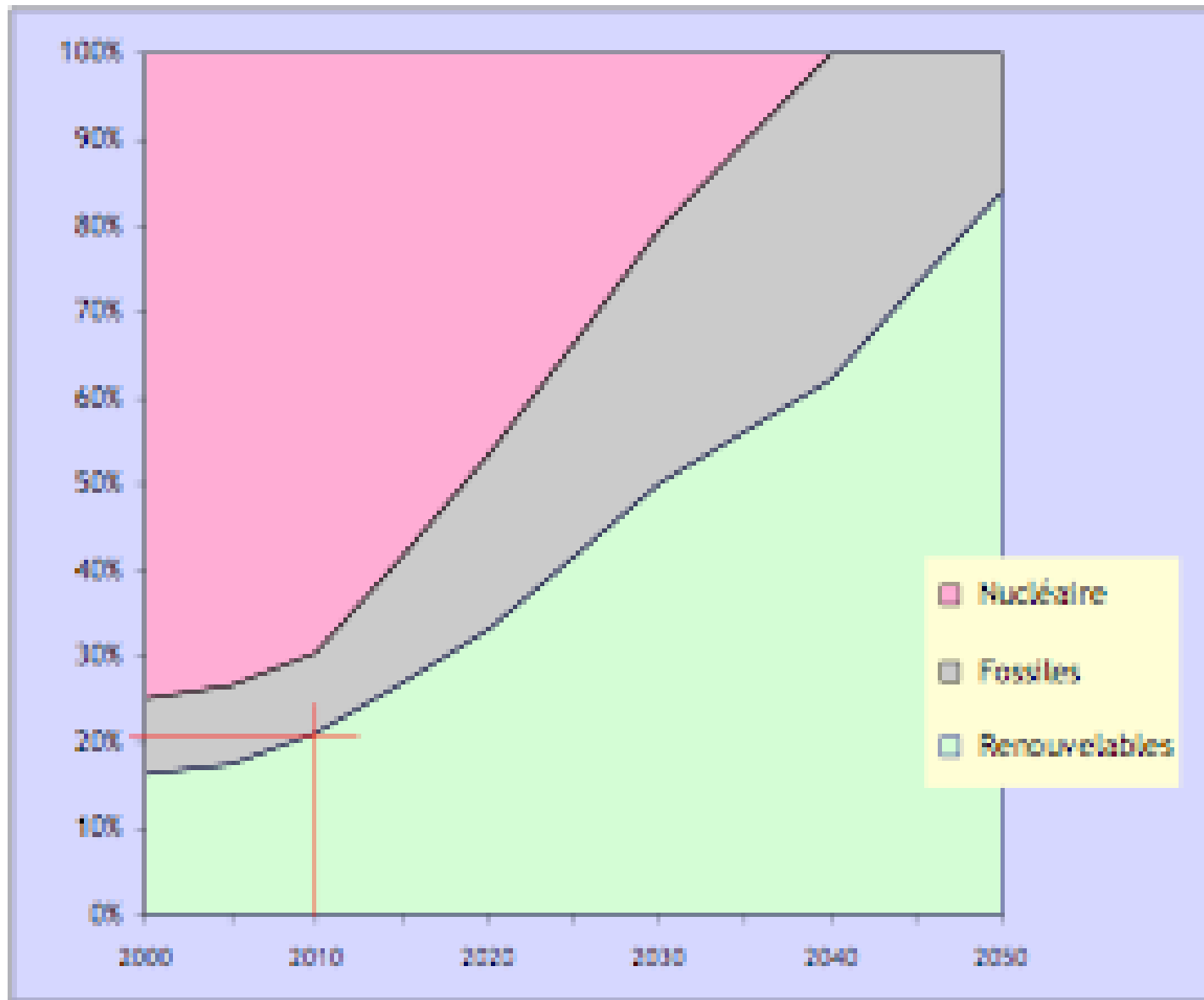
3. La transition vers un développement de qualité

- Transition énergétique
- Agriculture écologique
- Transports collectifs
- Relocalisation
- Services non marchands
- Investissements publics pour la reconversion
- Fiscalité écologique
- RTT

Transition énergétique : scénario Négawatt



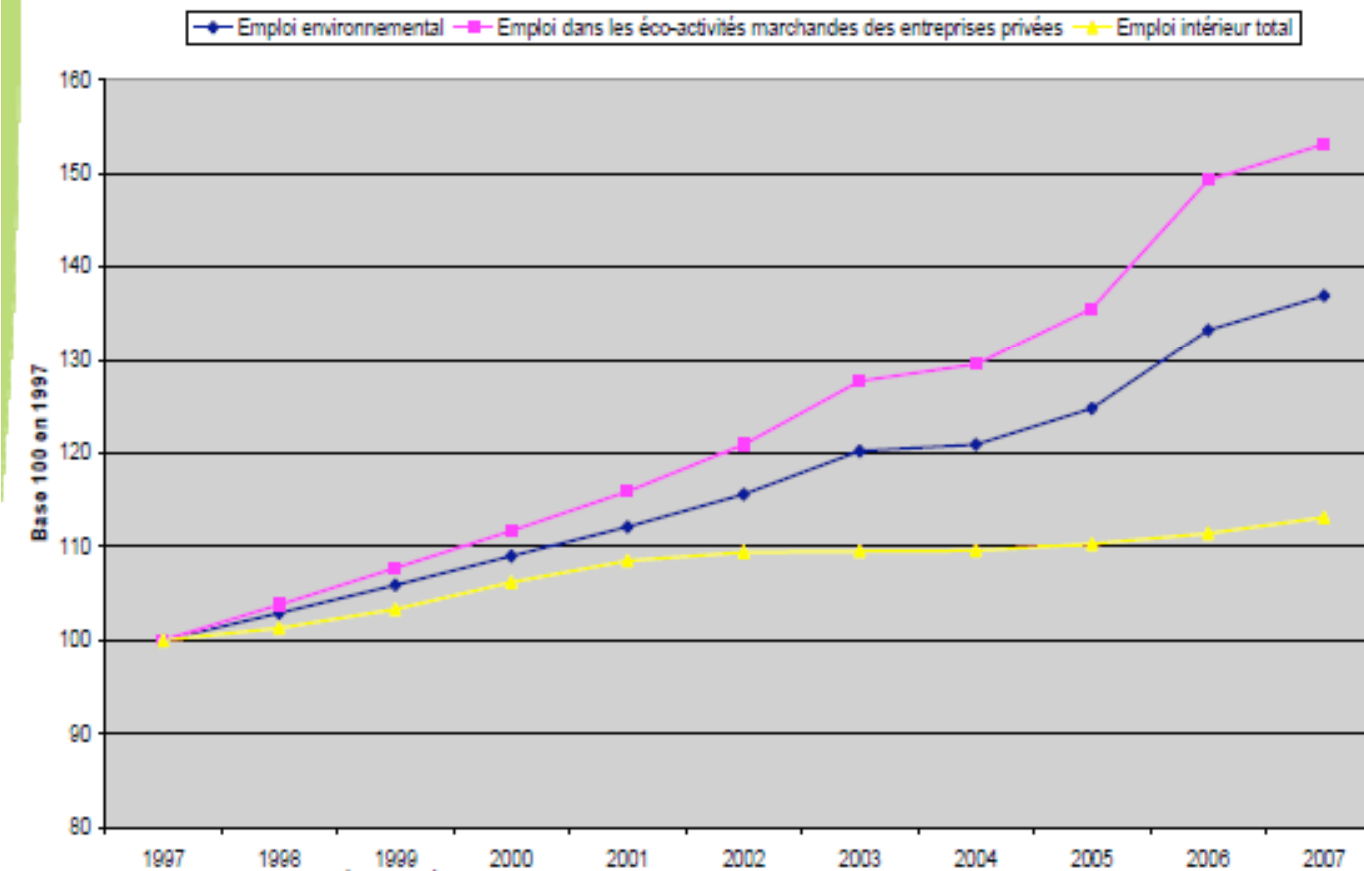
Scénario Négawatt



Négawatt : une baisse de 30 % des émissions de CO₂ en 2020, permettrait de créer en France 684 000 emplois nets

Une forte dynamique de croissance de l'emploi

Augmentation de l'emploi environnemental de 1997 à 2007



Source : Source : SOeS, Compte des éco-activités, juin 2009

Redéfinir radicalement le développement autour des droits

- Pays pauvres : un temps de croissance
- Pays riches : déconnexion progressive de l'amélioration du bien-être (développement) de la croissance
- Refus de la marchandisation du vivant
- Taxes globales pour les biens publics mondiaux
- Choix de productions soumis au débat politique (agriculture, industrie)
- Extension de la sphère non marchande
- RTT pour le plein emploi
- Finalités du travail = utilité sociale de la production

Transformation des rapports sociaux

- Conception de la richesse : réhabilitation de la valeur d'usage irréductible à la valeur d'échange
- Répartition juste des richesses naturelles et des richesses produites
- Articulation du social et de l'écologique pour répondre à la double crise née du capitalisme et du productivisme qui lui est inhérent
- Revisiter la notion de progrès et non la rejeter

Le caractère productif du travail dans les services non marchands

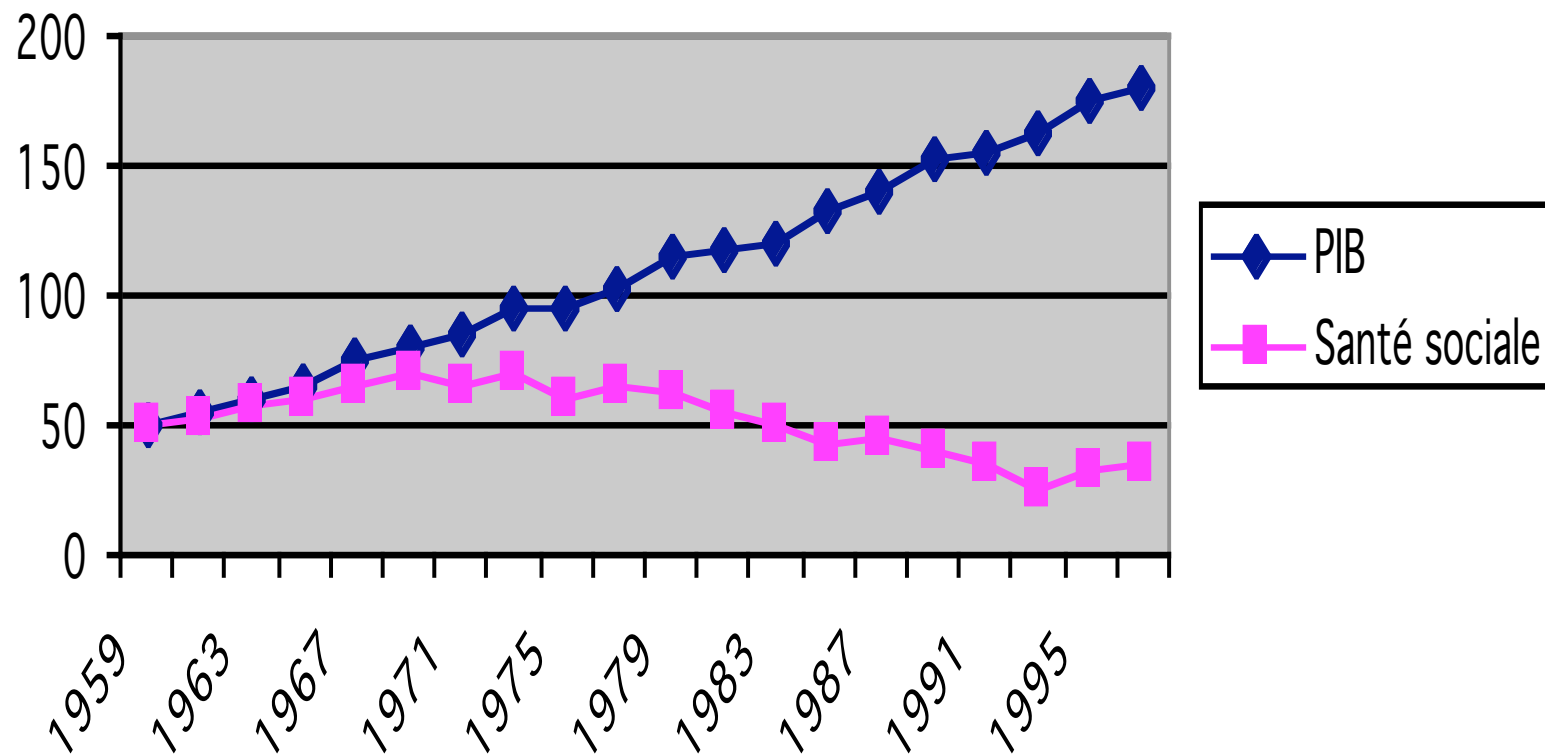
Définition du travail productif relative aux rapports sociaux

- Travail salarié dans le secteur capitaliste : productif de valeur et de plus-value pour le capital
- Quid du travail salarié dans le secteur non marchand ?

L'anticipation des besoins collectifs

- Les capitalistes anticipent des débouchés pour leurs marchandises → investissement, emploi → production → validation par le marché si vente
- La collectivité publique anticipe des besoins collectifs → investissement, emploi, production validée *ex ante* → paiement socialisé
- Les services non marchands ne sont pas financés par une ponction préalable sur l'activité privée, mais les salariés des administrations engendrent une production et un revenu supplémentaires équivalents par convention à la valeur monétaire de ces services
- Autrement dit, les impôts sont prélevés sur un PIB déjà augmenté du résultat de l'activité non marchande
- Passage à la limite : si toute l'activité économique était socialisée et non marchande, dirait-on qu'elle est financée par un prélèvement sur l'activité marchande qui n'existerait plus ?

PIB et Indice de santé sociale aux Etats-Unis de 1959 à 1996
Base 50 en 1959 (Méthodologie de M. et M.L. Miringoff)



L'IDH

- **Indicateur de développement humain (PNUD)**
 - * **PIB par habitant mesuré en parité de pouvoir d'achat**
 - * **Espérance de vie**
 - * **Accès à l'instruction (taux d'alphabétisation)**

IDH (PIB/hab + espérance de vie + taux d'alphabétisation)

Source : PNUD (en 2006) et FMI (en 2005)

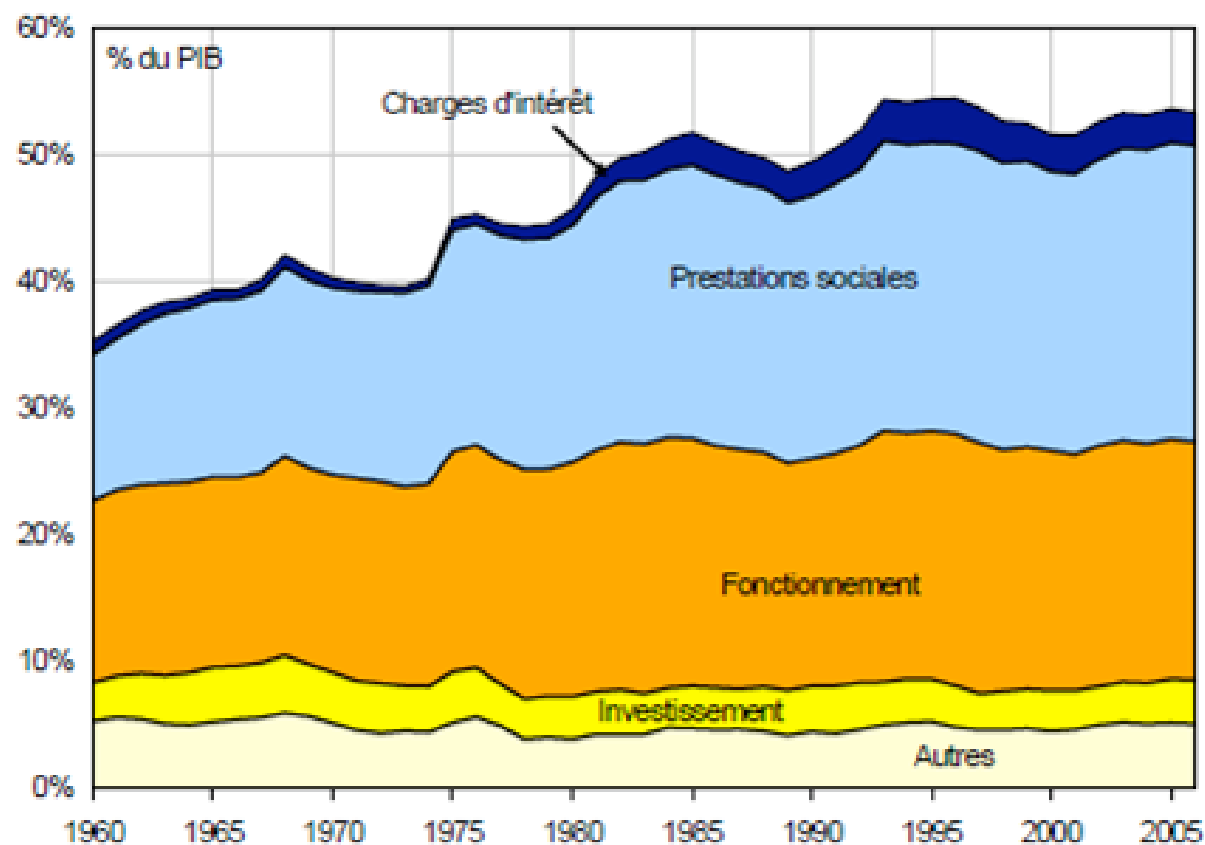
Rang	Pays	IDH	PIB/hab (PPA)	Rang
1	Islande	0,968	40 277	5
2	Norvège	0,968	43 574	3
3	Canada	0,967	35 494	9
4	Australie	0,965	32 938 (2004)	17
5	Irlande	0,960	45 500	2
6	Pays-Bas	0,958	35 078	10
7	Suède	0,958	34 409	14
8	Japon	0,956	32 647	19
9	Luxembourg	0,956	80 471	1
10	Suisse	0,955	37 369	6
11	France	0,955	34 145 (2008)	15
12	Finlande	0,954	34 819	12
13	Danemark	0,952	36 549	7
14	Autriche	0,951	36 031	8
15	Etats-Unis	0,950	43 444	4
175	Mozambique	0,366	1 500	157
176	Liberia	0,364	1 042	169
177	Rép.démo.Congo	0,361	850	174
178	Rép. Centrafricaine	0,352	1 098	166
179	Sierra Leone	0,339	888	173

Qui l'eût cru : la Banque mondiale s'en mêle

- Epargne nette ajustée
- On soustrait du PIB la dépréciation du capital économique (ce que font les comptabilités nationales actuelles) et celles du « capital naturel » mesurées par le coût de réparation
- On ajoute l'investissement en « capital humain »
- Mais raccourcis méthodologiques :
- Le coût de réparation des dégâts causés à la nature ne donnera jamais la « valeur » de la nature
- Les dépenses de formation sont déjà comptées dans le PIB

Source : *Trésor-éco*, n° 26, décembre 2007
<http://www.tresor.economie.gouv.fr/file/326863>

Graphique 1 : dépense publique dans le PIB



Source : INSEE.

Alternatives à la finance capitaliste

- La crise du capitalisme est globale :
la remise en cause de son modèle de développement est l'enjeu des décennies à venir
- Restructuration de la dette : euthanasie de la rente
 - Rééchelonnement
 - Dispense du paiement des intérêts
 - Annulation partielle ou totale
- Socialisation des banques, séparation des banques et création monétaire contrôlée
- Briser les marchés financiers (TTF, marchés à terme, produits dérivés, paradis fiscaux...)

Conclusion

Repenser le développement

- Doublé défi insurmontable posé au capitalisme : social et écologique
- Un Green New Deal supposerait un compromis social permettant de dégonfler la sphère financière, sinon explosion des dettes publiques et concentration des revenus
- Les impensés des théories de la décroissance : transitions, types de production à faire croître et décroître, besoins sociaux, PIB dont l'amélioration de la qualité peut conduire à son augmentation
- Repenser la richesse, démarchandisation, biens communs $\neq$ enclosures, propriété collective, coopération, RTT
- Modifier la répartition des revenus (revenu maxi, fiscalité)
- Fiscalité écologique sous conditions sociales
- Dépassement du capitalisme

Bibliographie

- *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, L'Harmattan, 1997.
- (co-dir.), *Capital contre nature*, PUF, 2003.
- (Attac, dir.) *Le développement a-t-il un avenir?*, Mille et une nuits, 2004.
- (Attac, dir.), *Le Petit Alter, Dictionnaire altermondialiste*, Mille et une nuits, 2006.
- (co-dir.), *Le développement en question(s)*, PUB, 2006.
- (Attac, co-dir.) *Sortir de la crise globale*, La Découverte, 2009
- *Raconte-moi la crise*, Le Bord de l'eau, 2009
- Économistes atterrés, *Changer d'économie !*, LLL, 2011
- Altergouvernement, *18 ministres citoyens pour une réelle alternative*, Le Muscadier, 2012

Jean-Marie Harribey

L'ÉCONOMIE ÉCONOME

*Le développement soutenable
par la réduction du temps de travail*


L'Harmattan
LOGIQUES ÉCONOMIQUES



JEAN-MARIE HARRIBEY

RACONTE-MOI LA CRISE

LE BORD DE L'EAU
éditions

ATTAC
Fondation Copernic

RETRAITES

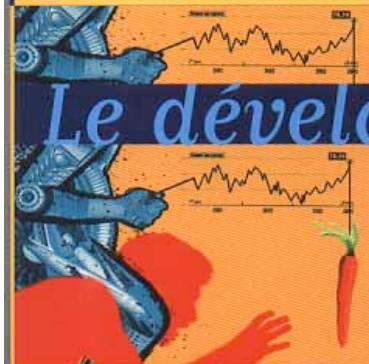
L'HEURE DE VÉRITÉ

Jean-Marie Harribey / Pierre Khalfa / Christiane Marty (coord.)
Pierre Concialdi / Didier Horus / Michel Husson
Isaac Johsua / Marc Mangenot
Patrick Morvan / Daniel Rallet



SYLÉPSE

Attac



Le développement a-t-il un avenir ?

Pour une société
économe et solidaire

Essai

MILLE ET UNE NUITS

ATTAC

Sortir de la crise globale

VERS UN MONDE SOLIDAIRE ET ÉCOLOGIQUE



Le piège de la dette publique

COMMENT S'EN SORTIR



LLL
LES LIENS QUI LIBÈRENT

% attac

les
économistes
atterrés

changer
d'économie !

nos propositions pour 2012

LLI LES LIENS QUI LIBÈRENT

ALTER GOUVERNEMENT

18 ministres-
citoyens
pour une réelle
alternative

Paul Ariès
Geneviève Azam
Marc Dufumier
Marie Duru-Bellat
Claude Egullion
Jean-Baptiste Eyraud
Susan George
Jean-Marie Harribey
Franck Lepage
Philippe Leymarie
Laurent Mucchielli
Aline Pailler
Nathalie Péré-Marzano
Fabien Piasecki
Michel Pinçon
Monique Pinçon-Charlot
Clarisse Taron
Jacques Testart

 le muscadier